

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Banque CIC Ouest
Société Anonyme au capital de 86 998 832€
Siège Social : 2 Avenue Jean-Claude Bonduelle – 44000 NANTES
855 801 072 RCS NANTES

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2026.

I. — Bilan (En milliers d'euros)

Actif en milliers d'euros	Note	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Caisse, Banques centrales		17 472	32 826
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	2	3 740 881	3 598 861
Opérations avec la clientèle	3	27 976 464	27 279 482
Obligations et autres titres à revenu fixe	4		
Actions et autres titres à revenu variable	5	5 601	6 158
Participations et autres titres détenus à long terme	6	33 380	33 826
Parts dans les entreprises liées	7	4 199	4 199
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	8	2 997	5 081
Immobilisations corporelles	9	83 037	80 846
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	10	229 664	445 606
Comptes de régularisation	11	283 694	294 089
Total de l'actif		32 377 389	31 780 974

Passif en milliers d'euros	Note	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	12	7 704 996	6 940 386
Opérations avec la clientèle	13	22 955 003	23 001 984
Dettes représentées par un titre	14		
Autres passifs	10	80 840	176 403
Comptes de régularisation	11	574 917	621 244
Provisions	15	174 373	175 460
Dettes subordonnées	16	95 749	116 710
Fonds pour risques bancaires généraux	17	8 456	8 456
Capitaux propres	17	783 055	740 331
- Capital souscrit		86 999	86 999
- Primes d'émission		226 886	226 886
- Réserves		419 953	400 516
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées	17	6 202	6 446
- Report à nouveau		48	48
- Résultat de l'exercice		42 967	19 436
Total du passif		32 377 389	31 780 974

Hors-bilan en millions d'euros	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		8 411 365	8 040 966
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit			664
Engagements en faveur de la clientèle		3 676 600	3 408 449
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		166 825	125 432
Engagements d'ordre de la clientèle		3 478 945	3 410 420
Engagements sur titres			

Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés			

II. — Compte de résultat

en milliers d'euros	Note	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés	24	990 831	1 069 926
+ Intérêts et charges assimilés	24	-779 043	-921 486
+ Revenus des titres à revenu variable	25	143	172
+ Commissions (produits)	26	379 277	364 396
+ Commissions (charges)	26	-74 230	-71 794
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	1 561	2 029
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	28	-241	22
+ Autres produits d'exploitation bancaire	29	1 367	1 372
+ Autres charges d'exploitation bancaire	29	-5 457	-6 220
= Produit Net Bancaire		514 208	438 417
+ Charges de personnel	30	-210 085	-207 517
+ Autres charges administratives		-133 140	-135 165
+ Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		-10 647	-8 981
= Charges de fonctionnement		-353 872	-351 663
= Résultat Brut d'Exploitation		160 336	86 754
+ Coût du risque	31	-103 927	-55 670
= Résultat d'Exploitation		56 409	31 084
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	32	3 106	-668
= Résultat Courant		59 515	30 416
+/- Résultat exceptionnel		-451	546
+ Impôts sur les bénéfices	33	-16 341	-11 771
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées	17	244	245
= Résultat Net		42 967	19 436
Résultat par action (en euros)		3,95 €	1,79 €

III. — Annexe aux comptes sociaux**Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes de la banque CIC OUEST sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

° ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date ;

° ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

La banque CIC OUEST est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe CIC et du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, la banque CIC OUEST applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1^{er} janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme au règlement ANC n°2014 -07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

Crédits restructurés

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement

des dettes,

- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant, les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession du rable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué (dans le cadre légal défini en 1976), ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation

est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué conformément aux lois de finances pour 1977 et 1978, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 25-120 ans pour les gros œuvres ;
- 10-40 ans pour les clos et couverts ;
- 10-40 ans pour les équipements ;
- 5-15 ans pour les agencements et installations.

Pour les immobilisations incorporelles, les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer et les autres éléments d'un fonds commercial sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Note 1.10 Comptes de régularisation

Les frais d'émission d'emprunts sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

Note 1.11 Provisions pour dépréciation

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1 % des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1 % précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements

irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Note 1.16 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l’attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d’assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. So nt notamment pris en compte, l’espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d’évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d’actualisation financière.

Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couvertes par les réserves constituées auprès de la compagnie d’assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l’année font l’objet de remboursement par l’assureur.

Les engagements d’indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l’indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l’initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

Note 1.18 Surtaxe impôt sur les sociétés

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025 02 sur la surtaxe issue de l’article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l’exercice au cours duquel elle est due.

Note 1.19 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de transparence et d’échange d’informations en matière fiscale

La banque ne possède pas d’implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par le premier alinéa de l’article L51 1-45 du Code monétaire et financier.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	2 842 188		2 698 578	
Prêts, valeurs reçues en pension (*)	907	838 200	839	838 900
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0
Créances rattachées	0	59 586	0	60 544
Créances douteuses	0	0	0	0
Dépréciation	0	0	0	0
Total	2 843 095	897 786	2 699 417	899 444
Total des créances sur les établissements de crédit		3 740 881		3 598 861
dont prêts participatifs		15 650		15 650
dont prêts subordonnés		0		0
(*) Un montant de 2,5 milliards d’euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle, correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.				

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.2025	31.12.2024
Créances commerciales	82 000	77 139
Créances rattachées	0	0
Autres concours		
- Prêts et crédits	26 670 098	26 251 354
- Titres reçus en pension livrée	0	0
- Créances rattachées	57 543	53 794
Comptes ordinaires débiteurs	605 655	437 703
Créances rattachées	60	49
Créances douteuses	938 268	766 597
Dépréciation	-377 122	-307 154
Total	27 976 502	27 279 482
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	231 013	245 932
dont prêts participatifs	2 755	2 833
dont prêts participatifs douteux	814	730

Les créances douteuses comprennent 678 590 K€ de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 267 944 K€.

Parmi les créances saines, il existe un encours de créances restructurées d'un montant de 98 020 K€.

Le montant du passage en pertes sur les créances douteuses de l'exercice s'élève à 24 350 K€ en 2025 contre 17 855 K€ en 2024.

Dépréciation des créances douteuses

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Actif	0	0	0	0	0
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					

Dépréciations sur créances sur la clientèle	307 154	142 479	-72 484	-27	377 122
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0		0	0
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0
Total	307 154	142 479	-72 484	-27	377 122

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 938 268 K€, contre 766 597 K€ au 31 décembre 2024.

Elles sont couvertes par des dépréciations à hauteur de 377 122 K€ soit 40,19%, contre 40,07% à fin 2024.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts, par l'ensemble des dépréciations individuelles, couvrant des risques de crédit, s'établit à 1,33 % fin 2025, contre 1,11 % en 2024.

Notons que les créances saines de CIC OUEST sont également couvertes par la provision générale pour risques de crédit (Cf. no te 15).

Note 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

Néant

Toutes les obligations ont été cédées en 2014

Note 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres détenus non cotés	0	6 079	0	6 079	0	6 585	0	6 585
Titres prêtés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant brut	0	6 079	0	6 079	0	6 585	0	6 585
Dépréciations sur titres		-478	0	-478		-427	0	-427
Total	0	5 601	0	5 601	0	6 158	0	6 158
Plus-values latentes		2 119		2 119		2 189		2 189

Note 6 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cession Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Autres titres détenus à long terme						
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	31 651	183	0	0	0	31 834
Titres de participation	0					0
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	2 273	0	0	0		2 273
Sous-total	33 924	183	0	0	0	34 107
Ecart de conversion	0					0
Titres prêtés	0					0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	0					0
Montant brut	33 924	183	0	0	0	34 107
Dépréciations						
- titres cotés	0	0	0	0	0	0
- titres non cotés	-98	-629	0	0	0	-727
Sous-total	-98	-629	0	0	0	-727
Montant net	33 826	-446	0	0	0	33 380

Note 7 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute	4 199	0	0	0		4 199
Ecart de conversion	0					0
Titres prêtés	0					0
Créances rattachées	0					0
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	0	0				0
Dépréciation	0	0	0		0	0
Montant net	4 199	0	0	0	0	4 199
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	4 199					4 199

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2025	31.12.2024
--	------------	------------

	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	3 667 001		3 524 637	
Créances sur la clientèle	13 845		15 025	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	7 670 867		6 904 198	
Comptes créditeurs de la clientèle	8 123		5 611	
Dettes représentées par un titre	95 749	95 749	116 710	116 710
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit	166 225		124 690	
Clientèle	1 582 766		1 540 501	

Seuls les encours supérieurs au seuil fixé par le CIC sont ici renseignés, à savoir 3M€.

La détection des opérations sur entreprises liées est limitée aux filiales du périmètre CIC.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Note 8 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations incorporelles	7 768	0	-753	0	7 015
Montant brut	7 768	0	-753	0	7 015
Amortissements					
. Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations incorporelles	-2 687	-2 084	753	0	-4 018
Montant des amortissements	-2 687	-2 084	753	0	-4 018
Montant net	5 081	-2 084	0	0	2 997

Il s'agit principalement de droits au bail.

Note 9 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	5 968	2	-437	0	5 533
. Terrains hors exploitation	73	0	0	0	73
. Constructions d'exploitation	264 389	9 367	-17 905	0	255 851
. Constructions hors exploitation	349	0	0	0	349
. Autres immobilisations corporelles	30 916	7 084	-4 571	529	33 958
Montant brut	301 695	16 453	-22 913	529	295 764
Amortissements					
. Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
. Terrains hors exploitation	0	0	0	0	0
. Constructions d'exploitation	-195 991	-8 601	15 375	0	-189 217
. Constructions hors exploitation	-35	-4	0	0	-39
. Autres immobilisations corporelles	-24 823	-714	2 066	0	-23 471
Montant des amortissements	-220 849	-9 319	17 441	0	-212 727
Montant net	80 846	7 134	-5 472	529	83 037

Note 10 - Autres actifs et passifs

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	0	0	0	0

Comptes de règlement d'opérations sur titres	0	356	0	2
Dettes représentatives des titres empruntés	0	1 691	0	2 332
Impôts différés	0	0	0	0
Débiteurs et créditeurs divers	229 567	78 677	445 216	173 936
Créances et dettes rattachées	97	116	390	133
Dépréciation	0		0	
Total	229 664	80 840	445 606	176 403

Les principales variations portent sur les débiteurs et créditeurs divers. Cette rubrique comprend essentiellement le solde des comptes de passage des systèmes de paiement interbancaires.

Note 11 - Comptes de régularisation

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	13 333	6	3 753	6 519
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	4 062	4 538	7 811	3 902
Autres comptes de régularisation	266 261	570 373	282 525	610 823
Total	283 656	574 917	294 089	621 244

Note 12 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	20 496		23 947	
Comptes à terme		7 651 750		6 875 516
Valeurs données en pension	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	32 750	0	40 923
Total	20 496	7 684 500	23 947	6 916 439
Total des dettes envers les établissements de crédit		7 704 996		6 940 386

Note 13 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial (*)	3 750 997	1 537 153	3 871 389	1 752 885
Dettes rattachées	0	29	0	36
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	3 750 997	1 537 182	3 871 389	1 752 921
Autres dettes	9 901 601	7 652 677	9 903 873	7 355 467
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	112 546	0	118 334
Total - Autres dettes	9 901 601	7 765 223	9 903 873	7 473 801
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		22 955 003		23 001 984

(*) Une compensation est effectuée selon le règlement ANC 2020-10 Article 2631-2, depuis l'exercice 2020.

Un montant de 2,5 milliards d'euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle, correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.

Note 13a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations

	31.12.2025	31.12.2024
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	4 519 146	4 401 851
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-2 515 177	-2 402 654
Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan	2 003 969	1 999 197

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présentée en compensation des comptes d'épargne à régime spécial, dan depuis l'exercice 2020.

Note 14 - Dettes représentées par un titre

	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	0	0
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	0	0

Toutes les dettes ont été remboursées en 2024.

Note 15 – Provisions

	31.12.2024	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques de contrepartie						
- sur engagements par signature	21 722	14 019	-8 386	-6	0	27 349
- sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0	0
- sur risques pays	0	0	0	0	0	0
- provisions générales pour risques de crédit	95 496	3 649	0	0	0	99 145
- autres provisions pour risques de contrepartie	253	1 073	-495	0	0	831
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme	0	0	0	0	0	0
Provisions sur filiales et participations	0	0	0	0	0	0
Provisions hors risques de contrepartie						
- provisions pour charges de retraite et médailles du travail	19 686	602	-10 833	0	0	9 455
- provisions pour épargne logement	17 934	2	-5 477	0	0	12 459
- provision sur comptes à terme	13 215	6 406	-1 847			17 774
- autres provisions	7 154	4 856	-4 631	-19	0	7 360
Total	175 460	30 607	-31 669	-25	0	174 373

Note 15a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Solde d'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Solde de clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière (1)	10 833		-10 833		0
Compléments de retraite	804				804
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	8 049	602			8 651
Sous-total	19 686	602	-10 833		9 455
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe					
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0	0
Engagements au titre des accords sur la cessation anticipée d'activité des salariés					
Engagements	0	0		0	0
Sous-total	0	0		0	0
Total	19 686				9 455

(1) A compter du 31/12/2025, les IFC sont couvertes à 100% par les ACM, nécessitant un appel de cotisations supplémentaires, compensée par la reprise totale de la provision pour IFC.

(2) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

Hypothèse retenue	2025	2024
Taux d'actualisation (3)	3,80%	3,50%

(3) Le taux d'actualisation est désormais obtenu par référence à l'IBOXX Corporate AA10.

Ce taux est revu à chaque exercice, il est de 3,80% en 2025 contre 3,50% en 2024.

Caisses de retraite

Couverture : 60%

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Autres	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	27 082	935		1 581	-356	588	-1 940		27 889
Contrat d'assurance	16 249		245		-217		-1 164	12 776	27 889
Etalement	0								0
Excédent Actifs/Engagements	0								0
Provision	10 833	935	-245	1 581	-139	588	-776	-12 776	0

Couverture : 100%

Note 15b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

Comptes et plans d'épargne-logement	31.12.2025	31.12.2024
Encours des plans d'épargne logement	1 351 789	1 556 284
Encours de comptes d'épargne logement	202 113	204 455

Total des comptes et plans d'épargne logement	1 553 902	1 760 739
---	-----------	-----------

Prêts d'épargne-logement	31.12.2025	31.12.2024
Encours de prêts d'épargne-logement	12 759	8 670

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	48		103	150
Sur plans d'épargne-logement	17 480		-5 741	11 739
Sur prêts d'épargne-logement	406		164	570
Total	17 934	0	-5 475	12 459

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 16 - Dettes subordonnées

	31.12.2024	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.2025
Dettes subordonnées	95 577	0	0	0	95 577
Emprunts participatifs	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	20 620	0	0	-20 620	0
Dettes rattachées	513	0	0	-341	172
Total	116 710	0	0	-20 961	95 749

Principales dettes subordonnées (supérieures à 10 millions d'euros de nominal) :

Encours	Date de signature	Echéance	Taux
21 000	14/11/2017	15/11/2027	4,043000
12 000	30/03/2017	31/03/2027	4,653000
50 577	31/03/2016	24/03/2026	4,822000
12 000	24/05/2018	25/05/2028	4,555000

Le CIC Ouest n'a pas souscrit de nouvelles dettes subordonnées de plus de 10 M€, depuis 2018.

Note 17 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (*)	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées (**)	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 01.01.2024	86 999	226 886	363 488	0	6 691	48	37 028	721 140	8 456
Résultat de l'exercice							19 436	19 436	
Affectation résultat exercice précédent			37 028				-37 028	0	
Distribution de dividendes								0	
Impacts changements de méthodes (***)								0	
Dot/Rep dérogatoire de l'exercice					-245			-245	
Autres mouvements						0		0	
Solde au 31.12.2024	86 999	226 886	400 516	0	6 446	48	19 436	740 331	8 456
Solde au 01.01.2025	86 999	226 886	400 516	0	6 446	48	19 436	740 331	8 456
Résultat de l'exercice							42 967	42 967	
Affectation résultat exercice précédent			19 436				-19 436	0	
Distribution de dividendes								0	
Impacts changements de méthodes (***)								0	
Dot/Rep dérogatoire de l'exercice					-244			-244	
Autres mouvements			1					1	
Solde au 31.12.2025	86 999	226 886	419 953	0	6 202	48	42 967	783 055	8 456

Le capital social de CIC OUEST est constitué au 31 décembre 2025 de 10 874 854 actions d'une valeur nominale unitaire de 8,00 euros.

Dont 10.874.843 actions sont détenues par la SA CIC.

Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC détient donc 99,99 % du capital de CIC OUEST au 31 décembre 2025.

De ce fait, Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés, les comptes de CIC OUEST.

Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL a pour siège social : 6 avenue de Provence 75009 PARIS et pour numéro d'identification 542 016 381.

Le résultat social de CIC OUEST s'élève à 42 966 524,24 euros.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 16 avril 2026 d'affecter la somme de 43 014 208,75 €, provenant du résultat net pour **42 966 524,24 €**, et du report à nouveau pour **47 684,51 €** de la manière suivante :

0	Affectation en réserve légale
0	Dividendes au titre de l'exercice 2025
42 967	Affectation en réserve libre
48	Dotation au report à nouveau
42 014	Total distribuable après dotation de la réserve légale
0,00	Dividende unitaire zéro € par action

(*) Le poste Réserves est composé au 31/12/2025 de 8 700 K€ de réserve légale, de 198 638 K€ d'autres réserves et de 2 12 615 K€ de réserves libres.

(**) Le poste Provisions réglementées est composé au 31/12/2025 de 6 202 K€ d'amortissements dérogatoires.

Note 18 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	2 844 645	0	470 000	366 650	0	59 586	3 740 881
Créances sur la clientèle * *	2 347 856	2 678 990	10 405 961	11 989 886	0	57 603	27 480 296
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	324 496	433 050	4 287 700	2 627 000	0	32 750	7 704 996
Comptes créditeurs de la clientèle	17 162 101	2 220 413	3 369 400	90 514	0	112 575	22 955 003
- Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0
- Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0	0	0	0
* à l'exception des créances douteuses et des dépréciations							
** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des dépréciations							

Note 19 - Contrevaieur en euros des actifs & passifs en devises

Les contrevaieurs euros des actifs et passifs libellés en devises sont au 31 décembre 2025 respectivement de 147 624 K€ et de 151 576 K€.
CIC OUEST n'a pas de position opérationnelle significative en devises.

Note 20 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle, distribués par notre établissement, constituent des actifs donnés en garantie, à ces opérations de refinancement, portées par des entités tierces du Groupe.

Au 31 décembre 2025, leur montant s'élève à 7.171 millions d'euros.

Note 21 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2025			31.12.2024		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs		0	0		0	0
Swaps de taux	9 130 025	0	9 130 025	8 005 075	0	8 005 075
Swaps financiers	0	0	0	0	0	0
Autres opérations	0	0	0	0	0	0
Swaps - autres	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0

Options de taux, change, actions et autres						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Total	9 130 025	0	9 130 025	8 005 075	0	8 005 075

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
31.12.2025					
Opérations fermes					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
Contrats d'échange	0	25	9 130 000	0	9 130 025
Opérations conditionnelles					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
31.12.2024					
Opérations fermes					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	75	8 005 000	0	8 005 075
Contrats d'échange					
Opérations conditionnelles					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0

Note 22 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2025	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés de gré à gré</i>				0
Achats	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0
Swaps de taux	5 500 025	3 630 000	0	9 130 025
Total	5 500 025	3 630 000	0	9 130 025

Note 23 - Instruments financiers à terme et opérations de couverture

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.2024	31.12.2025
Exposition Brute		
Risques sur les établissements de crédit	124 295	151 433
Risques sur les entreprises	0	
Total	124 295	151 433

Juste valeur des instruments financiers selon ANC. Art. 1124-29	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	74 874	54 804	51 883	114 006

Note 24 - Produits et charges sur intérêts

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	169 541	-264 203	250 535	-331 837
Clientèle	821 290	-514 106	819 391	-589 421
Crédit-bail et location simple	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	-734	0	-228
Autres	0	0	0	0
Total	990 831	-779 043	1 069 926	-921 486
dont charges sur dettes subordonnées		-17 551		-6 037

Note 25 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de placement	47	45

Titres de l'activité de portefeuille	57	57
Titres de participation et ATDLT	10	41
Parts dans les entreprises liées	29	29
Revenus des parts de S.C.I.	0	0
Total	143	172

Note 26 – Commissions

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	1 165	-3	1 089	0
Opérations avec la clientèle	135 662	-1 801	126 604	-2 884
Opérations sur titres	2	-724	3	-744
Opérations de change	763	0	803	0
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres	0	0	0	0
. Engagements financiers à terme	0	0	0	0
. Engagements de financement et de garantie	7 563	-3 529	8 659	-6 757
Prestations de services financiers	214 364	-4 938	206 312	-4 375
Commissions sur moyens de paiement		-56 809		-51 521
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	19 758	-6 426	20 926	-5 513
Total	379 277	-74 230	364 396	-71 794

Note 27 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 2025	Exercice 2024
- Sur titres de transaction	0	0
- Sur opérations de change	1 561	2 029
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt	0	0
* De cours de change	0	0
* Sur autres instruments financiers y compris actions	0	0
Sous-total	1 561	2 029
- Dotations pour dépréciation des instruments financiers	0	0
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers	0	0
Total	1 561	2 029

Note 28 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2025	Exercice 2024
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession	0	1
- Moins-values de cession	-190	0
- Dotations pour dépréciation	-270	-107
- Reprises sur dépréciation	219	128
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession	0	0
- Moins-values de cession	0	0
- Dotations pour dépréciation	0	0
- Reprises sur dépréciation	0	0
Total	-241	22

Note 29 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	545		681	
Transferts de charges	82		89	
Dotations \ reprises de provisions	180	-121	240	-146
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	552	-5 336	359	-6 074
Autres produits et charges des autres activités	8	0	3	0
Total	1 367	-5 457	1 372	-6 220

Note 30 - Charges de personnel

	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires & traitements	-113 062	-112 000
Charges sociales	-54 600	-54 368
Indemnités de licenciement et transactionnelle	-672	-550
Charges de retraite	-11 731	-98
Intéressement et participation des salariés	-21 586	-18 849
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-18 658	-18 346
Dotation nette aux provisions pour retraites et médailles du travail	10 231	-927
Autres dotations nettes aux provisions	-7	-2 379
Total	-210 085	-207 517

Note 31 - Coût du risque

	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses et dépréciées	-141 360	-91 499
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	71 064	56 774
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-21 943	-15 824
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-2 407	-2 031
Récupérations sur créances amorties	584	970
Dotations nettes aux dépréciations sur créances individuelles	-94 062	-51 610
Dotations aux provisions	-18 741	-11 591
Reprises de provisions	8 876	7 531
Dotations nettes aux provisions	-9 865	-4 060
Total	-103 927	-55 670

Le coût du risque a connu une hausse substantielle de 86,7 %, en raison de l'augmentation des défaillances d'entreprises observées en 2025, dont un dossier significatif.

Note 32 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2025					Exercice 2024
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions	0	0	0	0	0	0
- Moins-values de cessions	0	0	0	0	0	-1
- Dotations pour dépréciation	0	0	-629	0	-629	-92
- Reprises sur dépréciation	0	0	0	0	0	1
Sous-total	0	0	-629	0	-629	-92
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					6 407	1 951
- Moins-values de cessions					-2 672	-1 539
Sous-total	0	0	0	0	3 735	1 463
Total	0	0	0	0	3 106	1 456

Note 33 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-16 340	-11 771
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	0	0
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale	0	0
Total	-16 340	-11 771
Sur activités courantes	16 457	11 630
Sur éléments exceptionnels	-117	141
Total	16 340	11 771

Intégration fiscale

La société a opté le 22 Décembre 1994, pour l'intégration fiscale au sein du groupe du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, à compter du 1er Janvier 1995. Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention. Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés.

Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire : NEANT ;
- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale : NEANT ;
- Déficit reportable : NEANT ;
- Détail de la rubrique « Impôts sur les bénéfices » :

o Impôt sur le résultat courant :	16 780 K€
o Impôt sur le résultat exceptionnel :	-117 K€
o Régularisation exercices précédents :	-323 K€

Le taux d'imposition (Impôt sur les bénéfices calculé comme ratio impôt/résultat avant impôt) pour 2025 s'élève à 28 %, il était de 39 % en 2024.

Note 34 - Effectifs moyens

	Exercice 2025	Exercice 2024
Techniciens de la banque	1 089	1 185
Cadres	1 086	1 061
Total	2 175	2 246

Note 35 - Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent sur l'exercice 2025 à :

	Forvis Mazars S.A.	KPMG S.A.	Total
Commissariat aux comptes, examen et certification des comptes	110 510	124 315	234 825
Honoraires de services autres que la certification des comptes			
Total HT	110 510	124 315	234 825

Note 36 - Rémunérations versées aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle

	31.12.2025	31.12.2024
Montant global des rémunérations versées	1 620	1 639
Montant global des jetons de présence (1)	86	88
Montant global des avances et crédits accordés (2)	1 161	1 131

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil de surveillance.

Il n'y a pas eu d'avance ni de crédits accordés pendant l'exercice à l'ensemble des membres du directoire et du conseil de surveillance.

(1) versés aux membres du conseil d'administration.

(2) ces avances et crédits sont des opérations courantes consenties à des conditions normales.

N.B : Le montant indiqué dans la colonne 31.12.2024 est erroné. Il aurait dû être de 1 395 K€.

Il n'existe pas d'engagement spécifique de retraite né ou contracté, au cours de l'exercice.

Note 37 - Résultat par action

	2025	2024
Résultat net part du Groupe	42 967	19 437
Nombre d'actions à l'ouverture	10 874 854	10 874 854
Nombre d'actions à la clôture	10 874 854	10 874 854
Nombre moyen pondéré d'actions	10 874 854	10 874 854
Résultat de base par action	3,95	1,79
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action	3,95	1,79

Le résultat net s'élève à 43M€ au 31/12/25, en fort rebond de 24M€, par rapport au 31/12/24. (*2,2)

Note 38 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence, impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes. Voici celles au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 27 821 comptes pour 18 050 762,06 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 701 comptes pour 430 575,74 €, déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Note 39 - Evénements post-clôture

Il n'y a pas eu d'événement survenu entre le 31 décembre 2025, et la date effective d'arrêté des comptes, qui affecterait significativement les états financiers.

Résultats financiers sur les 5 derniers exercices

Nature des indications	2021	2022	2023	2024	2025
1 - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	83 780 000	86 998 832	86 998 832	86 998 832	86 998 832
Nombre d'actions émises	10 472 500	10 874 854	10 874 854	10 874 854	10 874 854
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
2 - Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	688 137 590	806 028 932	1 247 446 066	1 411 167 258	1 351 657 482
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	202 642 332	217 085 569	120 391 408	107 611 182	162 244 368
Impôt sur les sociétés	59 533 900	55 593 007	17 227 087	11 453 689	16 340 411
Bénéfice net	136 436 499	143 396 191	37 028 248	19 436 787	42 966 524
Montant des bénéfices distribués (*)	136 561 400	100 374 902	0	0	0
3 - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant	13,67	14,85	9,49	8,84	13,42
Bénéfice net	13,03	13,19	3,40	1,79	3,95
Dividende versé à chaque action (*)	13,04	9,23	0,00	0,00	0,00
4 - Personnel					
Nombre de salariés (**)	2 228	2 223	2 203	2 168	2 097
Montant de la masse salariale	108 091 358	113 068 725	118 609 262	112 862 839	113 550 553
Montant des sommes versées au titre des avantages	50 752 109	50 644 999	53 719 437	54 897 176	55 146 355
(*) Sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale.					

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Banque CIC OUEST S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque CIC OUEST S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3. « Traitement des changements de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédit avérés sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur. Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.	Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes. Nous avons examiné : • les contrôles réalisés par les spécialistes en systèmes d'information permettant de garantir les règles de déclassement en créances douteuses et la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d'information. Nous avons obtenu et analysé les contrôles menés par

<p>Au 31 décembre 2025, les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à 938 M€ et les dépréciations et les provisions associées sur les prêts et engagements s'élèvent respectivement à 377 M€ et 27 M€ telles que présentées dans les notes 3 et 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l'identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l'évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'importance relative des encours de prêts dans le bilan ;• la complexité de l'estimation des flux futurs recouvrables.	<p>ces derniers sur ce dispositif automatisé ;</p> <ul style="list-style-type: none">• sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. <p>S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">• examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;• examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;• rationalisé l'évolution annuelle du coût du risque ;• et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>Nous avons également réalisé des procédures analytiques en calculant l'évolution dans le temps des indicateurs clés suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information présentée dans les notes de l'annexe aux comptes annuels.</p>
---	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque CIC OUEST S.A. par l'assemblée générale du 2 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 26 avril 2018 pour le cabinet KPMG S.A.
Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but

d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 1^{er} avril 2026

Jean-Baptiste Meugniot
Associé

Alexandra Kritchmar
Associée

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 1^{er} avril 2026

Sophie Sotil Forgues
Associée

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 2, avenue Jean-Claude Bonduelle, 44000 Nantes.